



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20250428-Imc1380296-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 29 avril 2025
Date de publication : 29/04/2025

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 28 AVRIL 2025**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 25/222

**CONVENTION ENTRE LA
METROPOLE TPM ET LE
DEPARTEMENT DU VAR
RELATIVE A LA REALISATION
D'UN DIAGNOSTIC
D'ARCHEOLOGIE
PREVENTIVE POUR LA
CREATION D'UN BASSIN DE
RETENTION AU LIEU-DIT
SAINT-ANDRE SUR LA
COMMUNE DE TOULON -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/222

BUREAU DU 28 AVRIL 2025

**O B J E T : CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LE
DEPARTEMENT DU VAR RELATIVE A LA REALISATION
D'UN DIAGNOSTIC D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE
POUR LA CREATION D'UN BASSIN DE RETENTION AU
LIEU-DIT SAINT-ANDRE SUR LA COMMUNE DE
TOULON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.212122-1, L.2311-3, L.5211-1, L.5217-1 et R.2311-9,

VU les articles L.521-1 et suivants et L.523-4 à L.523-7 du livre V du Code du Patrimoine relatifs à la mise en œuvre des opérations d'archéologie préventive, et les dispositions réglementaires portant sur les procédures administratives et financières, notamment les articles R.523-1 et suivants et R.524-3 et suivants,

VU la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 et vu la loi n°2003-707 du 1^{er} août 2003, modifiant la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001, relative à l'archéologie préventive,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté de la Ministre de la Culture et de la Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du 2 octobre 2021 portant habilitation du Service départemental d'archéologie du Var en qualité d'opérateur d'archéologie préventive,

VU l'arrêté n°2449 dossier Patriarche 15606 N°2024-305 du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 15 mai 2024 prescrivant le diagnostic d'archéologie préventive et notifié le 24 mai 2024 à l'aménageur et aux opérateurs potentiels,

VU la convention ci-annexée,

CONSIDERANT que la Métropole TPM souhaite réaliser un bassin de rétention pour lutter contre les inondations, Section DW, parcelles 411, 413, 414 et 415 (2024DW 155, 346 et 348) sur les terrains du lieu-dit Saint-André par la création d'une zone d'expansion de crue du Las dans le cadre du projet PAPI,

CONSIDERANT qu'en raison de la localisation des travaux, à proximité de sites répertoriés dans la carte archéologique nationale, qui donne lieu à la réalisation d'un diagnostic archéologique,

CONSIDERANT que la Métropole TPM souhaite mettre en place la procédure relative à la réalisation anticipée prévue par l'article L522-4 du livre V du Code de Patrimoine,

CONSIDERANT que le Département du Var est l'opérateur du diagnostic archéologique, concluant les conventions correspondantes avec les personnes publiques ou privées projetant d'exécuter les travaux d'aménagements précités,

CONSIDERANT qu'une convention relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive a été proposée par le service départemental d'archéologie du Var en qualité d'opérateur, ayant pour but de définir la mise en œuvre d'un programme d'exécution de ces recherches,

CONSIDERANT que l'opération de diagnostic sera réalisée en une phase unique de sondages mécaniques ou manuels selon les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral du 15 mai 2024 et selon le projet d'intervention établi par le Service Départemental d'Archéologie le 12 mars 2025 et validé par l'Etat,

CONSIDERANT que la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive se déroulera sur une durée de 18 jours ouvrés à compter du 12 mai 2025,

CONSIDERANT que la présente convention a pour but de définir les modalités de réalisation de diagnostic ainsi que les droits et obligations des parties,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer la convention entre la Métropole TPM et la Département du Var relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive sur la commune de Toulon, ainsi que tout documents relatifs à cette décision.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU VAR

DIT/SZ/CtG

Acte n° CO

CONVENTION RELATIVE A LA REALISATION DU DIAGNOSTIC D'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE SUR LA COMMUNE DE TOULON, SAINT-ANDRE, BASSIN DE RÉTENTION

ENTRE

Le Département du Var, représenté par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil Départemental dûment habilité par délibération de la Commission permanente n° A4 du 26 octobre 2022

Le Président du Conseil départemental est représenté par **Monsieur Christophe BARNABOT**, Directeur de l'Ingénierie Territoriale agissant en vertu de l'arrêté de délégation de signature n° AR 2023-1651 du 19 décembre 2023.

Ci-dessous dénommé l'opérateur

D'une part,

ET

La métropole Toulon Provence Méditerranée représenté par **Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole Toulon Méditerranée - 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 Toulon cedex 9**

Ayant tous pouvoirs à l'effet de signer les présentes.

ci-dessous dénommé l'aménageur,

D'autre part

Vu les articles L.521-1 et suivants et L.523-4 à L.523-7 du livre V du code du patrimoine relatifs à la mise en œuvre des opérations d'archéologie préventive, et les dispositions réglementaires portant sur les procédures administratives et financières, notamment les articles R.523-1 et suivants et R.524-3 et suivants,

Vu la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 et vu la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003, modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, relative à l'archéologie préventive,

Vu l'arrêté de la Ministre de la Culture et de la Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche

et de l'Innovation du 2 octobre 2021 portant habilitation du Service départemental d'archéologie du Var en qualité d'opérateur d'archéologie préventive,

Vu la délibération A 10 du 13 octobre 2020 qui autorise le Président à prendre les décisions relatives à l'exécution des diagnostics d'archéologie préventive réalisés dans le cadre d'opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire du département.

Vu l'arrêté n° 2449 dossier Patriarche 15606 N° 2024-305 du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 15 mai 2024 prescrivant le diagnostic d'archéologie préventive et notifié le 24 mai 2024 à l'aménageur et aux opérateurs potentiels.

Vu la délibération du Bureau Métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée N° _____ en date du _____

PRÉAMBULE.

L'aménageur entend réaliser des aménagements sur les terrains sis lieu-dit Saint-André relatifs à la création d'une zone d'expansion de crue du Las dans le cadre de son projet du PAPI des Petits Côtiers Toulonnais - DW parcelles 411, 413, 414 et 415 (2024DW 155, 346 et 348).

Le Département du Var est l'opérateur du diagnostic archéologique et conclut les conventions correspondantes avec les personnes publiques ou privées projetant d'exécuter les travaux d'aménagement précités.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT.

ARTICLE 1 : OBJET.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de réalisation par le Département du Var de l'opération de diagnostic décrite à l'article 3 ci-dessous, ainsi que l'ensemble des droits et obligations respectifs des deux parties dans le cadre de cette opération.

En tant qu'opérateur, le Département du Var assure la réalisation de l'opération dans le cadre du livre V - archéologie du code du patrimoine.

Il est maître d'ouvrage de l'opération ; il en établit le projet et le réalise, conformément aux prescriptions de l'Etat. Il transmet la présente convention au Préfet de Région.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE DÉLAIS ET DE MISE À DISPOSITION DU TERRAIN PAR L'AMÉNAGEUR POUR LA RÉALISATION DE L'OPÉRATION.

Article 2-1 : Conditions de mise à disposition du terrain.

Article 2-1-1 : Conditions générales.

En application de l'article R.523-31 du code du patrimoine susvisé, l'aménageur est tenu de remettre le terrain au Département du Var dans des conditions permettant d'effectuer l'opération. À cette fin, il met à disposition gracieusement le terrain constituant l'emprise du diagnostic et ses abords immédiats libérés de toutes contraintes d'accès et d'occupation sur les plans pratiques et juridiques. L'absence de toute contrainte consiste, sauf accord différent des parties, à libérer le terrain et ses abords de tout matériel, matériaux, stocks de terre, arbres, équipements et petites constructions et, plus généralement, tous éléments pouvant entraver le déroulement normal des opérations ou mettre en péril la sécurité du personnel.

Pendant toute la durée de l'opération, le Département du Var a la libre disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic. L'aménageur s'engage à ne pas intervenir sur le terrain pour les besoins de son propre aménagement.

Article 2-1-2 : Conditions particulières.

L'aménageur s'engage à ce que les voies d'accès soient librement utilisables par le Département du Var, notamment en ce qui concerne l'obtention auprès des propriétaires de toutes les autorisations de passage nécessaires pour les personnels du Département du Var et les engins de ses prestataires. Il lance les déclarations de travaux (DT) et fournit à l'opérateur tout renseignement relatif aux ouvrages privés situés dans ou sous l'emprise des terrains fouillés et à leurs exploitants. Les DICT sont de la responsabilité juridique de l'opérateur en charge du diagnostic archéologique.

L'aménageur est réputé avoir procédé préalablement à l'intervention du Département du Var aux mesures suivantes afin de permettre l'accessibilité totale :

- la réglementation des accès ;
- l'implantation des zones à diagnostiquer ;
- la neutralisation si nécessaire des éventuels réseaux ;
- la mise en sécurité du site et de ses abords.

Article 2-2 : Procès-verbal de mise à disposition du terrain.

L'aménageur s'engage à mettre le terrain à la disposition du Département du Var dans des conditions permettant d'effectuer l'opération archéologique, telles qu'elles sont précisées à l'article 2-1 et à la date prévue à l'article 5.

Au moment de l'occupation du terrain, le Département du Var dresse un procès-verbal de mise à disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic, de façon contradictoire en présence d'un représentant de l'aménageur, en deux exemplaires originaux dont l'un sera remis à l'aménageur. Ce procès-verbal a pour objet de constater le respect de l'ensemble des conditions de mise à disposition de ce terrain prévues au présent article.

L'accès au terrain et son occupation sont maintenus et garantis par l'aménageur pendant toute la durée de l'opération archéologique, à partir de la mise à disposition du terrain constatée par le procès-verbal prévu ci-dessus et jusqu'à l'établissement du procès verbal de fin de chantier mentionné à l'article 8-1 ci-dessous.

Toute gêne ou immobilisation des équipes du Département du Var notamment, pour des motifs d'inaccessibilité du terrain, peut entraîner un report du calendrier de réalisation de l'opération prévu à l'article 5 ci-dessous. Le cas échéant, ce report sera constaté par avenant à la présente convention et pourra faire l'objet d'un nouveau procès-verbal de mise à disposition, sans qu'aucune pénalité de retard ne soit due.

Article 2-3 : Situation juridique de l'aménageur au regard du terrain.

L'aménageur informe le Département du Var qu'il est propriétaire du terrain constituant l'emprise de l'opération prescrite. Il produit les attestations de propriété qui autorisent le Département du Var à pénétrer sur ledit terrain et à y réaliser l'opération archéologique prescrite ou tout autre acte juridique valant autorisation, y compris l'arrachage des vignes, des arbres ou toute autre culture pouvant gêner le diagnostic archéologique. Ces attestations sont fournies lors du procès-verbal de mise à disposition des terrains.

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DE L'OPÉRATION.

L'opération d'archéologie préventive de la présente convention confiée au Service de l'Archéologie

(DIT), sera réalisée en 1 phase sur le terrain. Suite au diagnostic, un rapport sera rédigé.

À l'issue de cette opération, le Préfet de Région pourra prescrire une fouille préventive. Dans le cas et sauf abandon du projet, l'aménageur fera appel à l'opérateur de son choix dans les conditions précisées par le code du patrimoine.

ARTICLE 4 : MÉTHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour but de déterminer la présence éventuelle de vestiges archéologiques dans l'emprise du projet. La phase de terrain consiste à effectuer des sondages à la pelle mécanique sur une surface comprise entre 7 et 10 % de la superficie totale des terrains concernés.

L'opération de diagnostic sera réalisée en 1 phase selon les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral de diagnostic du 15 mai 2024 et selon le projet d'intervention établi par le Service Départemental d'Archéologie le 24 mars 2025 et validé par l'Etat (DRAC/Service Régional de l'Archéologie).

- les données topographiques seront impérativement intégrées à la carte archéologique départementale. Tous les plans à fournir par l'aménageur seront donc rattachés au système LAMBERT 93 ;
- l'étude géomorphologique sera réalisée par Stephen Giner, géomorphologue au SDA ;
- les engins mécaniques nécessaires à l'opération seront fournis par l'opérateur ;
- les installations techniques et sanitaires nécessaires au personnel du chantier seront fournies par l'opérateur.

ARTICLE 5 : DÉLAIS DE RÉALISATION DU DIAGNOSTIC ET DE REMISE DU RAPPORT DE DIAGNOSTIC.

D'un commun accord, le Département du Var et l'aménageur conviennent du calendrier défini ci-après. En application de l'article R.523-60 du code du patrimoine, le Département du Var fera connaître aux services de l'Etat (DRAC/Service Régional de l'Archéologie) les dates de début et de fin du diagnostic au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'opération.

Article 5-1 : Date de début de l'opération.

D'un commun accord entre les parties, la date prévisionnelle de début de l'opération est le 12 mai 2025. Cette date est subordonnée à la désignation du responsable scientifique de l'opération par l'Etat (DRAC/Service Régional de l'Archéologie) et à la signature de la présente convention par les parties.

Article 5-2 : Durée de réalisation et date d'achèvement de l'opération.

La réalisation de l'opération de diagnostic sera d'une durée de 18 jours ouvrés pour s'achever sur le terrain au plus tard le 6 juin 2025 compte tenu de la date fixée à l'article 5-1. Cette date pourra être modifiée dans les cas et aux conditions prévus à l'article 6-3 (ci-dessous).

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain, le Département du Var dresse un procès-verbal de fin de chantier dans les conditions précisées à l'article 7 de la présente convention.

Article 5-3 : Date de remise du rapport de diagnostic.

D'un commun accord, les parties conviennent que la date de remise du rapport de diagnostic par le

Département du Var au Préfet de Région est fixée à 3 mois après la fin des opérations de terrain au plus tard compte tenu de la date fixée à l'article 5-2. Le Préfet de Région portera ce rapport à la connaissance de l'aménageur et/ou du propriétaire du terrain.

Article 5-4 : Conditions de modification du calendrier de l'opération archéologique

Toute modification du calendrier de l'opération archéologique (dates fixées aux articles 5-1, 5-2 et 5-3 ci-dessus) doit être constatée par avenant à la présente convention.

Article 5-4-1 : Avenant à la convention cadre

Les avenants signés par les deux parties mentionneront les raisons, les modifications du calendrier de l'opération archéologique qui peut résulter des deux circonstances suivantes :

Article 5-4-2 : Modification demandée par l'une des parties et recevant l'accord de l'autre.

D'un commun accord constaté par l'avenant, les parties peuvent modifier les dates prévues à l'article 5 précité, sans qu'aucune pénalité de retard ne soit due.

Article 5-4-3 : Modification due à des circonstances particulières.

Les circonstances particulières pouvant affecter le calendrier de l'opération sont celles qui affectent la conduite normale du chantier telles que notamment :

- Les contraintes techniques liées à la nature du sous-sol ;
- Et les circonstances suivantes : intempéries, pollution du terrain, aléas imprévisibles, grèves, et, de manière générale, en cas de force majeure, lesquelles rendent inexigibles les pénalités de retard ;
- Il est précisé que les intempéries (nature et période) doivent s'entendre au sens des articles L.5424-8 du code du travail.

ARTICLE 6 : PRÉPARATION ET RÉALISATION DE L'OPÉRATION (PHASE DE TERRAIN).

Article 6-1 : Travaux et prestations réalisés par le Département du Var.

Article 6-1 -1 : Principe.

Le Département du Var est maître d'ouvrage de l'opération de diagnostic. Il effectue les seuls travaux et prestations indispensables à la réalisation de l'opération archéologique dans le cadre du code du patrimoine susvisé, directement ou indirectement par l'intermédiaire de prestataires/entreprises qu'il choisit et contrôle conformément à la réglementation applicable à la commande publique.

Article 6-1-2 : Installations nécessaires au Département du Var et signalisation de l'opération.

Le Département du Var ainsi que ses prestataires/entreprises ou partenaires peuvent installer sur le chantier tout cantonnement utile à la réalisation de l'opération.

Le Département du Var peut installer tout panneau de chantier destiné à signaler au public

son intervention sur le site.

Article 6-2 : Obligations de l'aménageur.

Il est préalablement rappelé que, conformément à l'article R.3523-32 du code du patrimoine, la présente convention ne peut avoir pour effet la prise en charge par le Département du Var, de travaux ou d'aménagements du chantier qu'impliquerait, en tout état de cause, la réalisation du projet de l'aménageur.

L'aménageur s'engage à :

- Faire son affaire de toutes les questions liées à l'occupation temporaire des terrains, de leurs abords et de leurs voies d'accès, notamment signalisation et fermeture des voies d'accès si nécessaire ;
- Fournir au Département du Var tous renseignements utiles relatifs aux ouvrages privés situés dans ou sous l'emprise des terrains fouillés (canalisations etc...) et à leurs exploitants ;
- Si possible, mettre à disposition du Département du Var un espace pouvant accueillir les installations de chantier (container pour stockage du matériel, bureau, vestiaire, sanitaires, réfectoire, etc...) ;
- Assurer, par tous moyens nécessaires, la mise en sécurité du site.

Article 6-3 : Circonstances particulières.

En cas de circonstances particulières (hors découvertes d'importance exceptionnelle définies par l'article R.523-48 du code du patrimoine) affectant la conduite du chantier, notamment en ce qui concerne le calendrier de l'opération, le Département du Var ou l'aménageur organise dans les meilleurs délais une réunion entre les parties concernées pour convenir des nouvelles modalités et de leurs conséquences matérielles et financières. Les modifications ainsi apportées seront définies par avenant à la présente convention.

Article 6-4 : Situation du terrain à l'issue de l'opération.

Le Département du Var procèdera au rebouchage en vrac des tranchées de diagnostic, permettant la sécurité des personnes.

L'aménageur est réputé faire son affaire de tous travaux éventuels de reconstitution des sols, à ses seuls frais.

ARTICLE 7 : REPRÉSENTATION DU DÉPARTEMENT DU VAR ET DE L'AMÉNAGEUR SUR LE TERRAIN –CONCERTATION.

La personne habilitée à signer les procès-verbaux est M. Banchetti Lucas responsable scientifique, titulaire de l'autorisation de diagnostic, agent du Département du Var (DIT/Service Départemental d'Archéologie).

La personne habilitée à représenter l'aménageur auprès du Département du Var, notamment pour la signature des procès-verbaux mentionnés ci-dessus est M. Jean Pierre GIRAN en sa qualité de Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ainsi que toute personne qui serait ultérieurement désignée à cette fin.

ARTICLE 8 : FIN DE L'OPÉRATION.

Article 8-1 : Procès-verbal de fin de chantier.

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain constituant l'emprise du diagnostic, le Département du Var dresse un procès-verbal de fin de chantier, de façon contradictoire en présence d'un représentant de l'aménageur, en deux exemplaires originaux dont l'un est remis à l'aménageur.

Ce procès-verbal a un triple objet :

- il constate la cessation de l'occupation par le Département du Var et fixe en conséquence la date à partir de laquelle l'aménageur recouvre l'usage du terrain ;
- il constate également l'accomplissement des obligations prévues par la présente convention ;
- il mentionne, le cas échéant, les réserves formulées par l'aménageur. Dans ce cas, un nouveau procès-verbal constatera la levée de ces réserves.

À défaut pour l'aménageur de se faire représenter sur les lieux, le Département du Var peut adresser le procès-verbal par lettre recommandée avec accusé de réception à charge pour l'aménageur de le retourner dans un délai de 15 jours, signé au Département du Var.

Article 8-2 : Compétence du Tribunal Administratif de Toulon

En cas de désaccord entre le Département du Var et l'aménageur sur ce procès-verbal ou en cas de refus de l'aménageur de le signer, la partie la plus diligente peut demander au Président du tribunal administratif de désigner un expert pour dresser d'urgence le procès-verbal prévu ci-dessus

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à épuiser les voies de règlement amiable possibles avant de saisir la juridiction compétente. Le tribunal compétent pour trancher les litiges engendrés par la présente convention est le tribunal administratif de Toulon.

Article 8-3: Contrainte archéologique.

Le procès-verbal de fin de chantier ne vaut pas autorisation de réalisation des travaux projetés par l'aménageur.

Il appartient au Préfet de Région, qui en informera directement l'aménageur, de déterminer les suites à donner au présent diagnostic dans les conditions prévues par le code du patrimoine (Article R.523-18 à R.523-21).

ARTICLE 9 : COMMUNICATION SCIENTIFIQUE –VALORISATION.

Dans la mesure où le Département du Var (DIT/SDA) assure l'exploitation de ses activités scientifiques et des droits directs et dérivés des résultats qui en sont issus, et dans la mesure où lui seul peut autoriser l'entrée sur les chantiers archéologiques placés sous sa responsabilité et dans le cadre de la garde des objets mobiliers provenant de l'opération archéologique qui lui est confiée, le Département du Var pourra librement :

- réaliser directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vues photographiques et des tournages, quels qu'en soient les procédés et les supports, et exploiter les images ainsi obtenues quelle qu'en soit la destination ;
- autoriser des tiers à réaliser eux-mêmes, directement ou par l'intermédiaire de prestataires,

des prises de vues photographiques et des tournages et à exploiter ces images, nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires – en particulier en ce qui concerne la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés – dont ces tiers devront faire leur affaire auprès des ayants droit (services de l'Etat, propriétaire du terrain...).

Si l'aménageur souhaite réaliser ou faire réaliser des prises de vues photographiques ou des tournages sur le présent chantier archéologique, il s'engage à se rapprocher du responsable scientifique de l'opération au Département du Var (DIT/SDA) pour accord préalable et définition des meilleures conditions de ces prises de vues ou tournages, eu égard au respect des règles de sécurité inhérentes au chantier, aux caractéristiques scientifiques et au planning de l'opération. Cette démarche vaut quels que soient les procédés, les supports et la destination des images, et nonobstant les autres autorisations éventuelles nécessaires – en particulier en ce qui concerne le droit à l'image des archéologues présents sur le site.

Le Département du Var et l'aménageur pourront en outre convenir de coopérer à toute action de communication ou de valorisation de la présente opération et de ses résultats.

Lorsque l'implantation et la nature de l'opération archéologique le justifie, l'aménageur mettra en place un dispositif d'information sur cette opération, son objet et ses modalités, auquel il associera le Département du Var.

ARTICLE 10 : LE MOBILIER ARCHÉOLOGIQUE.

Le mobilier archéologique provenant des opérations d'archéologie préventive est confié, sous le contrôle des services de l'Etat (DRAC/SRA) à l'opérateur d'archéologie préventive le temps nécessaire à la rédaction du rapport d'opération. Ce mobilier est déposé dans les locaux affectés par le Département au Service Départemental d'Archéologie ou placés sous sa responsabilité (dépôts de fouille) ou dans un dépôt archéologique d'Etat.

L'inventaire de ce mobilier, transmis avec le rapport de diagnostic, sera communiqué par le Service régional de l'archéologie, au propriétaire du terrain afin que le cas échéant, celui-ci puisse éventuellement faire valoir ses droits (Article L.541.4 et L.541.5 du code du patrimoine).

ARTICLE 11 : DROIT DE TIMBRE ET FORMALITÉ DE L'ENREGISTREMENT.

La présente convention n'est pas soumise au droit de timbre ni à la formalité de l'enregistrement. Dans le cas où l'enregistrement serait requis par l'une des parties, les frais seraient à la charge de celle-ci.

ARTICLE 12 : PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION.

La convention comprend le présent document et les annexes suivantes :

- Annexe 1 : copie de l'arrêté préfectoral N° 2449 prescrivant le diagnostic archéologique,
- Annexe 2: copie du courrier du Président du Conseil Départemental répondant favorablement,
- Annexe 3 : copie de l'arrêté portant habilitation en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du Service Départemental d'Archéologie,
- Annexe 4: Copie du projet d'intervention du Service Départemental d'Archéologie,
- Annexe 5 : plan de l'emprise du diagnostic archéologique.
- Annexe 6 : copie de l'arrêté de délégation de signature n°AR 2023-1651 du 19 décembre 2023

Fait à Toulon, le
en deux exemplaires originaux

Pour le Département du Var
Christophe Barnabot
Directeur de l'Ingénierie Territoriale

Pour l'aménageur
Monsieur Jean-Pierre Giran
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**



**METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

DGS - DGSTTP

Direction de la Prévention et des Risques

Hôtel de la Métropole

107 bd Henri Fabre CS30536

83041 TOULON Cedex 9

Service régional de l'archéologie

Affaire suivie par :

Corinne LANDURE

Téléphone : 04 42 99 10 13

corinne.landure@culture.gouv.fr

Andrée GARANDET

Téléphone : 04 42 99 10 26

andree.garandet@culture.gouv.fr

n° 2050

Aix en Provence le,

15 MAI 2024

Lettre recommandée AR

**Objet : 83 – TOULON – Saint André – Projet de bassin de rétention – AUTO-
SAISINE**

PATRIARCHE DOSSIER 15606 2024-305 FICHE 44066

Notification de prescription archéologique -

J'ai l'honneur de vous notifier l'arrêté ci-joint portant prescription de diagnostic archéologique.

Cette prescription est également notifiée à l'Institut national de recherches archéologiques préventives ou INRAP (ZAC Km Delta, 561 rue E. Lenoir, 30900 Nîmes - ' 04 66 36 04 07) et au Service départemental d'archéologie du Var (Conseil Départemental du Var – Le Clos de la Tour – 57 rue Gustave Bret 83600 FREJUS - ' 04.83.95.84.40) qui, en application du code du patrimoine, et notamment son livre V (cf. <http://www.legifrance.gouv.fr> - JO n° 46 du 24/02/04 – Ordonnance n° 2004-178 du 20/02/04 relative à la partie législative du code du patrimoine), prendront contact avec vous prochainement pour mettre au point les modalités de réalisation de l'opération.

La décision ci-jointe peut être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente lettre.

Pour la Directrice Régionale des Affaires Culturelles
et par subdélégation
Le Conservateur Régional de l'Archéologie

Pour le Conservateur Régional de l'Archéologie

(Signature)

Xavier DELESTRE

Direction régionale des affaires culturelles

Service Régional de l'Archéologie

Bât Austerlitz -21 Allée Claude Forbin – CS 80783 -13625 AIX EN PROVENCE Cedex 1

<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Paca>



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Service régional de l'archéologie
Bâtiment Austerlitz –
21 Allée Claude Forbin
CS 80783
13625 Aix-en-Provence Cedex 1
Téléphone : 04.42.99.10.13

n° 2449

**PATRIARCHE
Dossier 15606
N° 2024 - 305**

ARRÊTÉ

Portant prescription de diagnostic archéologique

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

VU le code du patrimoine, et notamment son livre V ;

VU l'arrêté du 07/02/2022 portant définition des données scientifiques de l'archéologie et de leurs conditions de bonne conservation ;

VU l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22/06/2021 portant délégation de signature à Madame Bénédicte LEFEUVRE, Directrice régionale des affaires culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 9/10/2023 portant subdélégation de signature de la Directrice régionale de DRAC PACA, à Monsieur Xavier DELESTRE, Conservateur régional de l'archéologie ;

VU le dossier de demande volontaire de réalisation de diagnostic, déposé au Service Régional de l'Archéologie (DRAC PACA) sous le n° 761 par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour le terrain sis à Toulon, lieu-dit Saint-André, cadastré section DW, parcelles 155, 346 et 348 ; reçu le 21 février 2024, Fiche 44066 ;

CONSIDERANT que, en raison de leur nature et leur localisation les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique : le projet se situe à proximité de sites archéologiques se rapportant au Néolithique, à l'âge du Bronze, à l'Antiquité et au Moyen Age ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet ;

ARRETE

Article 1^{er} : Un diagnostic archéologique sera réalisé sur le terrain faisant l'objet des aménagements, ouvrage ou travaux susvisés, sis en :

région : Provence-Alpes-Côte d'Azur
département : VAR
commune : Toulon
lieu-dit : Saint-André, projet de bassin de rétention
cadastre : section DW parcelles 155, 346, 348

Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

Article 2 : Le diagnostic sera réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de l'Inrap ou du service archéologique du département du Var.

Il sera exécuté conformément au projet d'opération élaboré par l'Inrap ou le service archéologique du département du Var sur la base des prescriptions suivantes :

emprise : 22158 m²

principes méthodologiques : sondages à la pelle mécanique (représentant 7 % au moins de la superficie totale du terrain), nature et datation des vestiges archéologiques, plans, coupes, puissances des stériles. Le terrain naturel sera atteint dans les sondages, au moins ponctuellement

objectifs : le projet est situé dans une zone archéologique sensible, à proximité de sites archéologiques de la Préhistoire récente, antiques et médiévaux. Le diagnostic aura pour but de déterminer la présence éventuelle de vestiges archéologiques dans l'emprise du projet.

Article 3 : Le mobilier archéologique provenant des opérations d'archéologie préventive est confié, sous le contrôle des services de l'Etat, à l'opérateur d'archéologie préventive le temps nécessaire à la rédaction du rapport d'opération. Ce délai ne peut excéder deux ans. Il est ensuite fait application des dispositions des articles L 541 – 4 et L 541-5.

L'inventaire de ce mobilier, transmis avec le rapport de diagnostic, sera communiqué par le service régional de l'archéologie, au propriétaire du terrain afin que, le cas échéant, celui-ci puisse faire valoir ses droits. L'exercice de ces droits appartient à la personne physique ou morale propriétaire à la date de début de l'intervention archéologique du terrain visé à l'article 1^{er}.

Article 4 : La directrice régionale des affaires culturelles est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'Inrap, au service archéologique du département du Var, et à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Fait à Aix-en-Provence, le

15 MAI 2024

Pour la Directrice Régionale des Affaires Culturelles
et par subdélégation

Pour le Conservateur Régional de l'Archéologie

Le préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Xavier DELESTRE

Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur



Monsieur Jean-Perre GIRAN
Président de Toulon Provence Méditerranée
107 boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 Toulon cedex

Toulon le 19 juin 2024

Affaire suivie par : Sébastien Ziegler
Direction de l'Ingénierie Territoriale
Service départemental d'archéologie
☎ : 04.83.95.84.40
Nos réf : D24-02421
SDA/SZ/CG/N° 78

Objet : Prise en charge du diagnostic archéologique commune de Toulon, Saint-André, projet de bassin de rétention.

PJ : Fiche de renseignements
Modèle de convention type

Monsieur le Président,

Suite à l'arrêté de prescription de la Préfecture de Région (DRAC PACA-SRA) concernant le diagnostic archéologique N° 2449 – Dossier Patriarche N° 15606 – 2024-305 en date du 15 mai 2024 sur la commune de Toulon, Saint-André (projet de bassin de rétention), je vous informe que le service départemental d'archéologie se chargera de cette opération dans le cadre de son habilitation.

Vous trouverez ci-joint une fiche qu'il conviendra de nous retourner remplie soit par mail à cagautier@var.fr, soit par courrier au Service de l'archéologie, Le Clos de la Tour, 57 rue Gustave Bret, 83600 Fréjus.

Cette fiche nous permettra de finaliser la convention dont vous trouverez ci-joint un modèle type.

Nous restons à votre disposition au 04.83.95.84.40

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Président du Conseil départemental du Var
et par délégation
le directeur de l'Ingénierie Territoriale

Christophe BARNABOT

ANNE-
MARIE

THEVENOT



Signature
numérique de
ANNE-MARIE
THEVENOT

Date : 2024.06.19
11:35:34 +02'00'

DIRECTION DE L'INGÉNIERIE TERRITORIALE

QUESTIONNAIRE AMÉNAGEUR PRÉALABLE AU DIAGNOSTIC ARCHÉOLOGIQUE

Pour le bon déroulé de l'opération d'archéologie, nous vous remercions de remplir ce questionnaire et de renseigner les points qui vous concernent le plus précisément possible.

Avant de réaliser le diagnostic archéologique prescrit par l'Etat dans le cadre de votre projet d'aménagement, nous souhaitons recueillir les informations dont vous disposez concernant le terrain sur lequel nous allons intervenir.

Ce questionnaire a un double objectif :

- nous aider à optimiser notre intervention au sein de votre projet en adaptant les moyens au plus près des contraintes recensées ci-après ;*
- vous accompagner sur les questions touchant à la mise en œuvre du projet : obligations environnementales et gestion des risques.*

Comme vos travaux d'aménagement, l'opération archéologique est soumise à des réglementations. Aidez-nous à l'intégrer au mieux à votre planning.

Nous sommes à votre entière disposition pour vous accompagner dans les réponses à ce document.

Contact chef de projet : Sébastien Ziegler sziegler@var.fr
Contact suivi administratif : Cathy Gautier cagautier@var.fr
servicearcheologie@var.fr
04 83 95 84 40

Date :
Nom de l'opération :
Commune concernée :
Adresse du chantier :
Numéro de l'arrêté de prescription :
Référence SDA :

1. Identification des travaux et de l'aménageur

- Nom de l'aménageur :
- Nom de la personne en charge du dossier d'aménagement :
- Adresse :
- Téléphone :
- Courriel :
- Nom et fonction du signataire de la convention :
- Nom et fonction de la ou des personnes(s) habilitée(s) à signer les procès-verbaux afférents à l'opération sur le terrain :
- Nom et coordonnées du géomètre et/ou de l'architecte et/ou du maître d'œuvre :
- Type d'aménagement devant être réalisé :
 - Lotissement
 - Habitation individuelle
 - ZAC/ZI
 - Paysager
 - Autre (précisez) :
- Estimation des profondeurs des terrassements et fondations projetées :
- A quel stade le projet d'aménagement en est-il ?
- Planning prévisionnel des travaux d'aménagement :

2. Renseignements concernant le terrain

- Le terrain est-il la propriété de l'aménageur ?
 - Oui
 - Non
 - Pour partie
 - Indivision

Commentaire : _____

 - o Si oui, depuis quelle date êtes-vous propriétaire ? _____
 - o Si non, transmettre l'autorisation des propriétaires ou tout acte valant autorisation du propriétaire du terrain (compromis de vente, etc.)
 - o En cas de procédure d'expropriation, précisez la date de libération juridique du terrain : _____
- Le terrain est-il clôturé ou délimité (bornage, fossés, haie, bâti, etc.) ?
 - Oui
 - Non
 - Pour partie

Si oui, précisez : _____

- Le terrain est-il clôturé ou délimité (bornage, fossés, haie, bâti, etc.) ?
 - Oui
 - Non
 - Pour partie

Si oui, précisez : _____

-
- Le terrain est-il en friches ?
 - Oui
 - Non
 - Pour partie
- Si oui, de quel type de friche s'agit-il ? : _____
- Industrielle
 - Urbaine
 - Ferroviaire
 - Portuaire
 - Agricole
 - Autre (précisez) : _____
- Le terrain fait-il l'objet d'obligations au regard de l'environnement ?
 - Oui
 - Non
- Si oui, des dossiers sont-ils en cours ou instruits :
- Au titre de la protection des espèces végétales ou animales (Natura 2000, ZNIEF, ZICO, ZPS, etc.) ?
 - Au titre de la protection de la ressource en eau (Loi sur l'eau, pompages, rejets, etc.) ?
 - Au titre de la qualité des sols (pollutions) ?
 - Autre (précisez) : _____
- Des études d'impact environnementales sont-elles disponibles ou en cours de réalisation ?
 - Oui
 - En cours
 - Non
- Le terrain est-il occupé par des constructions (bâtiment, clôture, hangar, bunker ...) ?
 - Oui
 - Non
 - Pour partie
- Si oui, les bâtiments sont-ils occupés (locataires, occupation illégale) et jusqu'à quelle date ? _____
-
- Si oui, doivent-ils être démolis dans le cadre du projet d'aménagement ? _____
- Si oui, date prévisionnelle de la fin de la démolition et de l'évacuation des déblais ? _____
- Si oui, la question de la présence d'amiante et de son élimination dans les règles s'est-elle posée ? _____
-
- Un diagnostic est-il disponible ? _____
-
- Les terrains ou constructions abritent-elles des espèces animales protégées ?
 - Oui
 - Non
- Si oui, la démolition est-elle soumise à un calendrier ?
- Oui
 - Non
- Le terrain est-il occupé par des plantations de densité importante (arbres isolés, bois, arbrisseaux...) ?
 - Oui
 - Non
 - Pour partie
- Si oui, précisez la nature de l'occupation : _____
- S'il s'agit de plantation d'arbres, précisez les essences concernées : _____
-
- Ces plantations doivent-elles être conservées dans le projet d'aménagement ? _____
- Le terrain est-il occupé par des cultures ?

- Oui
- Non
- Pour partie

Si oui, précisez la nature et la date des récoltes : _____

- Le terrain a-t-il fait ou fait-il l'objet de stockage de déchets ou de produits potentiellement polluants ?

- Oui
- Non

Si oui, précisez la nature de ce stockage : _____

- Existe-t-il une pollution avérée ou supposée du terrain au regard des activités antérieures du site ?

- Oui
- Non

Si oui, disposez-vous d'un rapport de pollution ou de tout autre document afférent ? _____

- Y a-t-il des cuves enterrées ?

- Oui
- Non

Si oui, précisez en fournissant la localisation et le contenu de la cuve : _____

- Existe-t-il des réseaux d'alimentation et de distribution privés en gaz, électricité, fibre optique, eau potable, eaux usées etc. non régis par les concessionnaires de réseau tels Engie, GRDF, Enedis ?

- Oui
- Non

Si oui, précisez s'ils sont aériens ou enterrés : _____

Si oui, disposez-vous des plans du/des réseau/x : _____

- Existe-t-il des réseaux de drainage souterrains ?

- Oui
- Non

Si oui, précisez à quelle profondeur : _____

- Existe-t-il un revêtement (enrobé, dallage, pavement ...) ?

- Oui
- Non

Si oui, précisez sa nature et son épaisseur : _____

S'il s'agit d'enrobé, celui-ci a-t-il fait l'objet d'une détection de présence d'amiante ? _____

- Existe-t-il un risque d'inondation ou de remontée de nappe phréatique ?

- Oui
- Non

Si oui, précisez _____

3. Renseignements concernant l'accès au terrain

- Les voies de desserte permettent-elles l'accès au terrain avec un porte-engin (largeur supérieure ou égale à 4 mètres) ?
 - Oui
 - Non

Si oui, précisez les contraintes éventuelles : _____

- Les voies de desserte permettent-elles l'accès au terrain à une pelle hydraulique d'une largeur minimale de 3 mètres ?
 - Oui
 - Non

Si oui, précisez les contraintes éventuelles : _____

- Existe-t-il un porche ou un portail d'accès au terrain ?
 - Oui
 - Non

Si oui, précisez la hauteur et la largeur : _____

- L'accès au terrain est-il réglementé (arrêté de circulation etc.) ?
 - Oui
 - Non

Si oui, précisez les contraintes éventuelles : _____

- Y a-t-il, à proximité de la zone soumise aux travaux, des établissements accueillant du public (hôpital, école, Musée, grande surface, etc.) ?
 - Oui
 - Non

Si oui, précisez : _____

DOCUMENTS A FOURNIR OBLIGATOIREMENT, SI CONCERNÉ

- Copie des diagnostics de pollution et/ou étude des risques sanitaires : pollution chimique ou pyrotechnique notamment
- Copie des études d'impact environnemental : espèces protégées, végétaux conservés etc.
- Copie du récépissé de Déclaration loi sur l'eau ou arrêté d'autorisation
- Si l'aménageur n'est pas propriétaire, attestation du ou des propriétaires, avec leur(s) nom(s) et coordonnée(s), autorisant l'accès aux parcelles et la réalisation des travaux archéologiques ou acte valant autorisation
- Justificatifs habilitant la personne désignée à signer la convention
- Extrait de l'enregistrement au Registre du Commerce et des Sociétés pour toute entreprise privée
- Plan des distances de sécurité à respecter vis-à-vis des constructions (bâtiments, murs etc.) qui existent en élévation ou enterrées (canal, citerne, cave etc.)
- Diagnostic plomb (dont peintures)
- Diagnostic amiante (avant travaux ou démolition) ou certificat de désamiantage
- Certificat de déconnexion électrique
- Certificat de coupure de gaz et de purge des conduits du bâtiment
- Certificat de dégazage si présence de cuve
- Plan des réseaux privés d'alimentation et de distribution privés en gaz, électricité, fibre optique, eau potable, eaux usées

DOCUMENTS À FOURNIR DANS LA MESURE DU POSSIBLE, SI CONCERNÉ

- Plan de situation au 1/25000^e avec localisation précise des travaux ; plan cadastral et plan de l'ouvrage projeté au 1/1000^e ou au 1/500^e ainsi que sa profondeur maximale sur format A4 ou A3
- Plan(s) informatique(s) si possible au format dxf ou dwg – Autocad 2000 ou supérieur
- Copie des études de sols si elles ont été faites

Dans un second temps, vous devrez fournir au Service départemental de l'archéologie du Var la déclaration de travaux.

N'hésitez pas à vous faire accompagner dans vos démarches :

- par la DRAC
- par la DREAL
- par l'ADEME

Pour toute question, vous pouvez contacter le service départemental d'archéologie (voir les contacts indiqués en page 1 de ce questionnaire).



LE DÉPARTEMENT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU VAR

DIT/SZ/CtG

Acte n° CO

CONVENTION RELATIVE A LA REALISATION DU DIAGNOSTIC D'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE (Lieu,

ENTRE

Le Département du Var, représenté par le Président du Conseil Départemental dûment habilité par délibération de la Commission permanente n° A10 du 13 octobre 2020
Ci-dessous dénommé l'opérateur

d'une part,

ET

L'AMÉNAGEUR représenté par (...)_____

Ayant tous pouvoirs à l'effet de signer les présentes.

ci dessous dénommé l'aménageur,

d'autre part

Vu les articles L.521-1 et suivants et L.523-4 à L.523-7 du livre V du code du patrimoine relatifs à la mise en oeuvre des opérations d'archéologie préventive, et les dispositions réglementaires portant sur les procédures administratives et financières, notamment les articles R.523-1 et suivants et R.524-3 et suivants,

Vu la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 et vu la loi n° 2003-707 du 1^{er} août 2003, modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001, relative à l'archéologie préventive,

Vu l'arrêté du Ministre de la Culture et de la Communication du 15 octobre 2016 portant agrément, du Service départemental d'archéologie du Var en qualité d'opérateur d'archéologie préventive,

Vu la délibération A 10 du 13 octobre 2020 qui autorise le Président à prendre les décisions relatives à l'exécution des diagnostics d'archéologie préventive réalisés dans le cadre d'opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire du département.

Vu l'arrêté n° ()_____ du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur du (J/M/A) _____ prescrivant le diagnostic d'archéologie préventive et notifié le (J/M/A)_____ à l'aménageur et aux opérateurs potentiels.

(Pour les aménageurs de service public)

Vu la délibération du Conseil d'administration de la SEM (...) ou de l'EPCI (...) ou de la SARL

Vu la délibération du Conseil Municipal, ou du Conseil Syndical de (...) relative aux autorisations réglementaires pour la réalisation de (*indiquer l'opération finale*)

PRÉAMBULE.

L'aménageur de (...) _____ entend réaliser (...) _____ en tant qu'aménageur sur les terrains sis (...) _____.

Le Département du Var est l'opérateur du diagnostic archéologique et conclut les conventions correspondantes avec les personnes publiques ou privées projetant d'exécuter les travaux d'aménagement précités.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT.

ARTICLE 1 : OBJET.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de réalisation par le Département du Var de l'opération de diagnostic décrite à l'article 3 ci-dessous, ainsi que l'ensemble des droits et obligations respectifs des deux parties dans le cadre de cette opération.

En tant qu'opérateur, le Département du Var assure la réalisation de l'opération dans le cadre du livre V - archéologie du code du patrimoine.

Il est maître d'ouvrage de l'opération ; il en établit le projet et le réalise, conformément aux prescriptions de l'Etat. Il transmet la présente convention au Préfet de Région.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE DÉLAIS ET DE MISE À DISPOSITION DU TERRAIN PAR L'AMÉNAGEUR POUR LA RÉALISATION DE L'OPÉRATION.

Article 2-1 : Conditions de mise à disposition du terrain.

Article 2-1-1 : Conditions générales.

En application de l'article R.523-31 du code du patrimoine susvisé, l'aménageur est tenu de remettre le terrain au Département du Var dans des conditions permettant d'effectuer l'opération. A cette fin, il met à disposition gracieusement le terrain constituant l'emprise du diagnostic et ses abords immédiats libérés de toutes contraintes d'accès et d'occupation sur les plans pratiques et juridiques. L'absence de toute contrainte consiste, sauf accord différent des parties, à libérer le terrain et ses abords de tout matériel, matériaux, stocks de terre, arbres, équipements et petites constructions et, plus généralement, tous éléments pouvant entraver le déroulement normal des opérations ou mettre en péril la sécurité du personnel.

Pendant toute la durée de l'opération, le Département du Var a la libre disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic. L'aménageur s'engage à ne pas intervenir sur le terrain pour les besoins de son propre aménagement.

Article 2-1-2 : Conditions particulières.

L'aménageur s'engage à ce que les voies d'accès soient librement utilisables par le Département du Var, notamment en ce qui concerne l'obtention auprès des propriétaires de toutes les autorisations de passage nécessaires pour les personnels du Département du Var et les engins de ses prestataires. Il lance les déclarations de travaux (DT) et fournit à l'opérateur tout renseignement relatif aux ouvrages privés situés dans ou sous l'emprise des terrains fouillés et à leurs exploitants. Les DICT sont de la responsabilité juridique de l'opérateur en charge du diagnostic archéologique.

L'aménageur est réputé avoir procédé préalablement à l'intervention du Département du Var aux mesures suivantes afin de permettre l'accessibilité totale :

- réglementation des accès ;
- implantation des zones à diagnostiquer ;
- neutralisation si nécessaire des éventuels réseaux ;
- mise en sécurité du site et de ses abords.

Article 2-2 : Procès-verbal de mise à disposition du terrain.

L'aménageur s'engage à mettre le terrain à la disposition du Département du Var dans des conditions permettant d'effectuer l'opération archéologique, telles qu'elles sont précisées à l'article 2-1 et à la date prévue à l'article 5.

Au moment de l'occupation du terrain, le Département du Var dresse un procès-verbal de mise à disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic, de façon contradictoire en présence d'un représentant de l'aménageur, en deux exemplaires originaux dont l'un sera remis à l'aménageur. Ce procès verbal a pour objet de constater le respect de l'ensemble des conditions de mise à disposition de ce terrain prévues au présent article.

L'accès au terrain et son occupation sont maintenus et garantis par l'aménageur pendant toute la durée de l'opération archéologique, à partir de la mise à disposition du terrain constatée par le procès-verbal prévu ci-dessus et jusqu'à l'établissement du procès verbal de fin de chantier mentionné à l'article 8-1 ci-dessous.

Toute gêne ou immobilisation des équipes du Département du Var notamment, pour des motifs d'inaccessibilité du terrain, peut entraîner un report du calendrier de réalisation de l'opération prévu à l'article 5 ci-dessous. Le cas échéant, ce report sera constaté par avenant à la présente convention et pourra faire l'objet d'un nouveau procès-verbal de mise à disposition, sans qu'aucune pénalité de retard ne soit due.

Article 2-3 : Situation juridique de l'aménageur au regard du terrain.

(à modifier selon la situation juridique du terrain)

A/ L'aménageur informe le Département du Var qu'il n'est pas propriétaire du terrain constituant l'emprise de l'opération prescrite mais qu'il a fait son affaire d'obtenir l'accord des propriétaires. Il produit les attestations des propriétaires par lesquelles ceux-ci autorisent le Département du Var à pénétrer sur ledit terrain et à y réaliser l'opération archéologique prescrite ou tout autre acte juridique valant autorisation y compris l'arrachage des vignes, des arbres ou toute autre culture pouvant gêner le diagnostic archéologique. Ces attestations sont fournies lors du procès verbal de mise à disposition des terrains.

(OU)

B/ L'aménageur informe le Département du Var qu'il est propriétaire du terrain constituant l'emprise de l'opération prescrite. Il produit les attestations de propriété qui autorisent le Département du Var à pénétrer sur ledit terrain et à y réaliser l'opération archéologique prescrite ou tout autre acte juridique valant autorisation, y compris l'arrachage des vignes, des arbres ou toute autre culture pouvant gêner le diagnostic archéologique. Ces attestations sont fournies lors du procès-verbal de mise à disposition des terrains.

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DE L'OPÉRATION.

L'opération d'archéologie préventive de la présente convention confiée au Service de l'Archéologie (DIT), sera réalisée en 1 phase sur le terrain. Suite au diagnostic, un rapport sera rédigé.

A l'issue de cette opération, le Préfet de Région pourra prescrire une fouille préventive. Dans le cas et sauf abandon du projet, l'aménageur fera appel à l'opérateur de son choix dans les conditions précisées par le code du patrimoine.

ARTICLE 4 : METHODOLOGIE DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour but de déterminer la présence éventuelle de vestiges archéologiques dans l'emprise du projet. La phase de terrain consiste à effectuer des sondages à la pelle mécanique sur une surface comprise entre 7 et 10 % de la superficie totale des terrains concernés.

L'opération de diagnostic sera réalisée en 1 phase selon les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral de diagnostic du (J/M/A)_____ et selon le projet d'intervention établi par le Service Départemental d'Archéologie le (J/M/A)_____ et validé par l'Etat (DRAC/Service Régional de l'Archéologie).

- les données topographiques seront impérativement intégrées à la carte archéologique départementale. Tous les plans à fournir par l'aménageur seront donc rattachés au système LAMBERT 93.
- l'étude géomorphologique sera réalisée par Stéphane Giner, géomorphologue au SDA
- les analyses (type d'analyses) seront réalisées par (...)_____
- les engins mécaniques nécessaires à l'opération seront fournis par l'opérateur
- les installations techniques et sanitaires nécessaires au personnel du chantier seront fournies par l'opérateur

ARTICLE 5 : DÉLAIS DE RÉALISATION DU DIAGNOSTIC ET DE REMISE DU RAPPORT DE DIAGNOSTIC.

D'un commun accord, le Département du Var et l'aménageur conviennent du calendrier défini ci-après. En application de l'article R.523-60 du code du patrimoine, le Département du Var fera connaître aux services de l'Etat (DRAC/Service Régional de l'Archéologie) les dates de début et de fin du diagnostic au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'opération.

Article 5-1 : Date de début de l'opération.

D'un commun accord entre les parties, la date prévisionnelle de début de l'opération est le (J/M/A)_____. Cette date est subordonnée à la désignation du responsable scientifique de l'opération par l'Etat (DRAC/Service Régional de l'Archéologie) et à la signature de la présente convention par les parties.

Article 5-2 : Durée de réalisation et date d'achèvement de l'opération.

La réalisation de l'opération de diagnostic sera d'une durée de (...)_____ jours ouvrés pour s'achever sur le terrain au plus tard le (...)_____ compte tenu de la date fixée à l'article 5-1. Cette date pourra être modifiée dans les cas et aux conditions prévus à l'article 6-3 (ci-dessous).

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain, le Département du Var dresse un procès-verbal de fin de chantier dans les conditions précisées à l'article 7 de la présente convention.

Article 5-3 : Date de remise du rapport de diagnostic.

D'un commun accord, les parties conviennent que la date de remise du rapport de diagnostic par le Département du Var au Préfet de Région est fixée à (Mois) _____ après la fin des opérations de terrain au plus tard compte tenu de la date fixée à l'article 5-2. Le Préfet de Région portera ce rapport à la connaissance de l'aménageur et/ou du propriétaire du terrain.

Article 5-4 : Conditions de modification du calendrier de l'opération archéologique

Toute modification du calendrier de l'opération archéologique (dates fixées aux articles 5-1, 5-2 et 5-3 ci-dessus) doit être constatée par avenant à la présente convention.

Article 5-4-1: Avenant à la convention cadre

Les avenants signés par les deux parties mentionneront les raisons, les modifications du calendrier de l'opération archéologique qui peut résulter des deux circonstances suivantes :

Article 5-4-2 : Modification demandée par l'une des parties et recevant l'accord de l'autre.

D'un commun accord constaté par l'avenant, les parties peuvent modifier les dates prévues à l'article 5 précité, sans qu'aucune pénalité de retard ne soit due.

Article 5-4-3 : Modification due à des circonstances particulières.

Les circonstances particulières pouvant affecter le calendrier de l'opération sont celles qui affectent la conduite normale du chantier telles que notamment :

- Les contraintes techniques liées à la nature du sous-sol ;
- Et les circonstances suivantes : intempéries, pollution du terrain, aléas imprévisibles, grèves, et, de manière générale, en cas de force majeure, lesquelles rendent inexigibles les pénalités de retard ;
- Il est précisé que les intempéries (nature et période) doivent s'entendre au sens des articles L.5424-8 du code du travail.

ARTICLE 6 : PRÉPARATION ET RÉALISATION DE L'OPÉRATION (PHASE DE TERRAIN).

Article 6-1 : Travaux et prestations réalisés par le Département du Var.

Article 6-1 -1 : Principe.

Le Département du Var est maître d'ouvrage de l'opération de diagnostic. Il effectue les seuls travaux et prestations indispensables à la réalisation de l'opération archéologique dans le cadre du code du patrimoine susvisé, directement ou indirectement par l'intermédiaire de prestataires/entreprises qu'il choisit et contrôle conformément à la réglementation applicable à la commande publique.

Article 6-1-2 : Installations nécessaires au Département du Var et signalisation de l'opération.

Le Département du Var ainsi que ses prestataires/entreprises ou partenaires peuvent installer sur le chantier tout cantonnement utile à la réalisation de l'opération.

Le Département du Var peut installer tout panneau de chantier destiné à signaler au public son intervention sur le site.

Article 6-2 : Obligations de l'aménageur.

Il est préalablement rappelé que, conformément à l'article R.3523-32 du code du patrimoine, la présente convention ne peut avoir pour effet la prise en charge par le Département du Var, de travaux ou d'aménagements du chantier qu'impliquerait, en tout état de cause, la réalisation du projet de l'aménageur.

L'aménageur s'engage à :

- Faire son affaire de toutes les questions liées à l'occupation temporaire des terrains, de leurs abords et de leurs voies d'accès, notamment signalisation et fermeture des voies d'accès si nécessaire ;
- Fournir au Département du Var tous renseignements utiles relatifs aux ouvrages privés situés dans ou sous l'emprise des terrains fouillés (canalisations etc...) et à leurs exploitants ;
- Mettre à disposition du Département du Var un espace pouvant accueillir les installations de chantier (container pour stockage du matériel, bureau, vestiaire, sanitaires, réfectoire, etc...);
- Assurer, par tous moyens nécessaires, la mise en sécurité du site.

Article 6-3 : Circonstances particulières.

En cas de circonstances particulières (hors découvertes d'importance exceptionnelle définies par l'article R.523-48 du code du patrimoine) affectant la conduite du chantier, notamment en ce qui concerne le calendrier de l'opération, le Département du Var ou l'aménageur organise dans les meilleurs délais une réunion entre les parties concernées pour convenir des nouvelles modalités et de leurs conséquences matérielles et financières. Les modifications ainsi apportées seront définies par avenant à la présente convention.

Article 6-4 : Situation du terrain à l'issue de l'opération.

Le Département du Var procédera au rebouchage en vrac des tranchées de diagnostic, permettant la sécurité des personnes.

L'aménageur est réputé faire son affaire de tous travaux éventuels de reconstitution des sols, à ses seuls frais.

ARTICLE 7 : REPRÉSENTATION DU DÉPARTEMENT DU VAR ET DE L'AMÉNAGEUR SUR LE TERRAIN –CONCERTATION.

La personne habilitée à signer les procès-verbaux est (M./Mme)_____ responsable scientifique, titulaire de l'autorisation de diagnostic, agent du Département du Var (DIT/Service Départemental d'Archéologie).

La personne habilitée à représenter l'aménageur auprès du Département du Var, notamment pour la signature des procès-verbaux mentionnés ci-dessus est (M./Mme)_____ en sa qualité de (...), ainsi que toute personne qui serait ultérieurement désignée à cette fin.

ARTICLE 8 : FIN DE L'OPÉRATION.

Article 8-1 : Procès-verbal de fin de chantier.

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain constituant l'emprise du diagnostic, le Département du Var dresse un procès-verbal de fin de chantier, de façon contradictoire en présence d'un représentant de l'aménageur, en deux exemplaires originaux dont l'un est remis à l'aménageur.

Ce procès-verbal a un triple objet :

- il constate la cessation de l'occupation par le Département du Var et fixe en conséquence la date à partir de laquelle l'aménageur recouvre l'usage du terrain ;
- il constate également l'accomplissement des obligations prévues par la présente convention ;
- il mentionne, le cas échéant, les réserves formulées par l'aménageur. Dans ce cas, un nouveau procès-verbal constatera la levée de ces réserves.

A défaut pour l'aménageur de se faire représenter sur les lieux, le Département du Var peut adresser le procès-verbal par lettre recommandée avec accusé de réception à charge pour l'aménageur de le retourner dans un délai de 15 jours, signé au Département du Var.

Article 8-2 : Compétence du Tribunal Administratif de Toulon

En cas de désaccord entre le Département du Var et l'aménageur sur ce procès-verbal ou en cas de refus de l'aménageur de le signer, la partie la plus diligente peut demander au Président du tribunal administratif de désigner un expert pour dresser d'urgence le procès-verbal prévu ci-dessus

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à épuiser les voies de règlement amiable possibles avant de saisir la juridiction compétente. Le tribunal compétent pour trancher les litiges engendrés par la présente convention est le tribunal administratif de Toulon.

Article 8-3: Contrainte archéologique.

Le procès-verbal de fin de chantier ne vaut pas autorisation de réalisation des travaux projetés par l'aménageur.

Il appartient au Préfet de Région, qui en informera directement l'aménageur, de déterminer les suites à donner au présent diagnostic dans les conditions prévues par le code du patrimoine (Article R.523-18 à R.523-21).

ARTICLE 9 : COMMUNICATION SCIENTIFIQUE –VALORISATION.

Dans la mesure où le Département du Var (DIT/SDA) assure l'exploitation de ses activités scientifiques et des droits directs et dérivés des résultats qui en sont issus, et dans la mesure où lui seul peut autoriser l'entrée sur les chantiers archéologiques placés sous sa responsabilité et dans le cadre de la garde des objets mobiliers provenant de l'opération archéologique qui lui est confiée, le Département du Var pourra librement :

- réaliser directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vues photographiques et des tournages, quels qu'en soient les procédés et les supports, et exploiter les images ainsi obtenues quelle qu'en soit la destination ;
- autoriser des tiers à réaliser eux-mêmes, directement ou par l'intermédiaire de prestataires,

des prises de vues photographiques et des tournages et à exploiter ces images, nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires – en particulier en ce qui concerne la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés – dont ces tiers devront faire leur affaire auprès des ayants droit (services de l'Etat, propriétaire du terrain...)

Si l'aménageur souhaite réaliser ou faire réaliser des prises de vues photographiques ou des tournages sur le présent chantier archéologique, il s'engage à se rapprocher du responsable scientifique de l'opération au Département du Var (DIT/SDA) pour accord préalable et définition des meilleures conditions de ces prises de vues ou tournages, eu égard au respect des règles de sécurité inhérentes au chantier, aux caractéristiques scientifiques et au planning de l'opération. Cette démarche vaut quels que soient les procédés, les supports et la destination des images, et nonobstant les autres autorisations éventuelles nécessaires – en particulier en ce qui concerne le droit à l'image des archéologues présents sur le site.

Le Département du Var et l'aménageur pourront en outre convenir de coopérer à toute action de communication ou de valorisation de la présente opération et de ses résultats.

Lorsque l'implantation et la nature de l'opération archéologique le justifient, l'aménageur mettra en place un dispositif d'information sur cette opération, son objet et ses modalités, auquel il associera le Département du Var.

ARTICLE 10 : LE MOBILIER ARCHÉOLOGIQUE.

Le mobilier archéologique provenant des opérations d'archéologie préventive est confié, sous le contrôle des services de l'Etat (DRAC/SRA) à l'opérateur d'archéologie préventive le temps nécessaire à la rédaction du rapport d'opération. Ce mobilier est déposé dans les locaux affectés par le Département au Service Départemental d'Archéologie ou placés sous sa responsabilité (dépôts de fouille) ou dans un dépôt archéologique d'Etat.

L'inventaire de ce mobilier, transmis avec le rapport de diagnostic, sera communiqué par le Service régional de l'archéologie, au propriétaire du terrain afin que le cas échéant, celui-ci puisse éventuellement faire valoir ses droits (Article L.541.4 et L.541.5 du code du patrimoine).

ARTICLE 11 : DROIT DE TIMBRE ET FORMALITÉ DE L'ENREGISTREMENT.

La présente convention n'est pas soumise au droit de timbre ni à la formalité de l'enregistrement. Dans le cas où l'enregistrement serait requis par l'une des parties, les frais seraient à la charge de celle-ci.

ARTICLE 12 : PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION.

La convention comprend le présent document et les annexes suivantes :

- Annexe 1 : copie de l'arrêté préfectoral N° _____ prescrivant le diagnostic archéologique,
- Annexe 2: copie du courrier du Président du Conseil Départemental répondant favorablement,
- Annexe 3 : copie de l'arrêté portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du Service Départemental d'Archéologie,
- Annexe 4: Copie du projet d'intervention du Service Départemental d'Archéologie,
- Annexe 5 : plan de l'emprise du diagnostic archéologique.

Fait à Toulon, le
en deux exemplaires originaux

Pour le Département du Var
Le Président

du

Pour l'aménageur
Conseil Départemental

ANNEXE 5

Plan de l'emprise du diagnostic

Département : Var

Commune :

Lieu-dit :

Références cadastrales :

Surface totale :

**DIRECTION
DE L'INGÉNIERIE
TERRITORIALE**

PROJET SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE D'INTERVENTION

Diagnostic archéologique N° 2249 - Dossier Patriarche 15606 N° 2024-305

Saint-André, projet de bassin de rétention

Projet Scientifique et Technique d'Intervention

1 – Identification administrative de l'Opération

Région	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Département	Var
Commune	Toulon		
Lieu-Dit	Saint-André		
Cadastre	Section DW, parcelles 411, 413, 414, 415 (2024DW 155, 346, 348)		

Prescription	N° Arrêté	Réception	Surface	Attribution	Envoi projet
Initiale	2024-305	24/05/2024	22 158 m²	Département	21/02/24

Contexte actuel	Plaine en friche	Contexte particulier	Zone humide
-----------------	------------------	----------------------	-------------

Dates prévisionnelles de l'opération	12 au 23 mai 2025 : sondages à la pelle mécanique
Titulaire de l'opération	Lucas Banchetti
Membres de l'équipe	1 responsable d'opération, 1 technicien, 1 géoarchéologue (S. Giner)
Impact financier global	30 j-h ; 10 jours pelle mécanique
Méthodes d'enregistrement	Inventaire du matériel sous base de données ; plans et relevés de détail au format dwg ; reprise sous Illustrator ; photogrammétrie avec Agisoft Metashape ; photos numériques ; textes sous Word ; enregistrement stratigraphique

2 – Problématique scientifique

Dans le cadre de son projet de PAPI des petits côtiers toulonnais, la métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) prévoit l'aménagement d'une zone d'expansion de crue le long du cours du Las, sur le domaine de Vérilli, sur une superficie de 2,2 ha. Si le secteur correspond à une zone fortement urbanisée qui a peu fait l'objet de travaux archéologiques, plusieurs occupations sont recensées à proximité. Ces parcelles se situent en contrebas du grand fort de Saint-Antoine et intègrent un réseau de bâtisses et fortins datant du XIX^e s. L'emprise se trouve immédiatement au piémont occidental du Mont Faron, sur lequel sont recensées plusieurs occupations attribuables aux périodes protohistoriques. Enfin, immédiatement au sud du site, des épandages de mobilier semblent témoigner d'une occupation de la période gallo-romaine.

3 – Contraintes techniques

Secteur en friche soumis à plusieurs contraintes écologiques et qui nécessite d'importants travaux de débroussaillage en amont de l'intervention archéologique.

4 – Méthodes techniques envisagées

Ouverture de sondages à la pelle mécanique sur une surface comprise entre 1700 et 2200 m² équivalent à 7 à 10 % de la surface prescrite. Fouille manuelle ponctuelle ; relevé et enregistrement stratigraphique des tranchées (archéologique et géomorphologique) ; couverture photographique systématique, avec possible drone ; relevé topographique au GPS Leica.

5 – Volume des moyens prévus (en jours)

	Préparation		Terrain		Etude		Opération	
Responsable opération	2	J	10	J	13	J	25	J
Spécialiste	0	J	10	J	1	J	11	J
Technicien	0	J	10	J	10	J	20	J
Technicien spécialisé	0	J	0	J	0	J	0	J
Topographe	0	J	0	J	1	J	1	J
Totaux	2	J	30	J	25	J	40	J

6 – Délais de réalisation

Préparation	2 jours	Terrain	10 jours	Etude	13 jours
Remise rapport	12 semaines après la fin de la phase terrain				

Sébastien Ziegler,
Chef du Service Départemental d'Archéologie
le 24 mars 2025



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LE DÉPARTEMENT

D.I.T./
MFL

Acte n° AR 2024-1461

**ARRETE DEPARTEMENTAL PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE AU SEIN DE
LA DIRECTION DE L'INGENIERIE TERRITORIALE**

Le Président du Conseil départemental du Var,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 3221-1 et L. 3221-3,

Vu la délibération du Conseil départemental du Var n° A1 du 26 octobre 2022 relative à l'élection de son Président,

Vu la délibération du Conseil départemental n°A4 du 26 octobre 2022 relative aux délégations de compétences accordées au Président du Conseil départemental complétée par la délibération n° A7 du 7 février 2023,

Vu l'arrêté départemental n° AR 2024-1463 du 23 octobre 2024 portant organisation des services du Département du Var,

Vu l'arrêté départemental n° AR 2024-1049 du 22 juillet 2024 portant délégation de signature au sein de la direction de l'ingénierie territoriale,

Considérant que des mobilités sont intervenues,

Sur proposition de la directrice générale des services du Département du Var,

ARRÊTE

Article 1 : L'arrêté départemental n°AR 2024-1049 du 22 juillet 2024 précité est abrogé.

Article 2 : Les délégations de signature concernant les agents ci-après sont accordées à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives et au nom du Président du Conseil

départemental, les décisions, actes et documents, visés en annexe.

Article 3 : Délégation de signature est accordée à Monsieur **Christophe BARNABOT**, ingénieur territorial principal, directeur de l'ingénierie territoriale.

En cas d'absence ou d'empêchement, Madame **Anne THEVENOT**, ingénieure territoriale en chef, directrice adjointe de l'ingénierie territoriale et responsable du service pilotage administratif et financier, prospectives, bénéficiera des mêmes délégations, à l'exclusion des délégations suivantes :

- projets scientifiques et techniques d'intervention,
- procès-verbaux de début et de fin de chantier,
- plans de prévention,
- résultats d'analyses du service recherche et santé animale,
- résultats d'analyses du service analytique,
- rapports de formations, audits, inspections du service Ingénierie, Formations expertises et Audits (IFEA),
- rapports de formations, audits, inspections dans les domaines agronomiques et agricoles du service Organisme d'Inspection (OI83) et sa correspondance administrative.

Service pilotage administratif et financier, prospectives

Article 4 : Délégation de signature est accordée à Madame **Anne THEVENOT**, ingénieure territoriale en chef, directrice adjointe de l'ingénierie territoriale et responsable du service pilotage administratif et financier, prospectives.

En cas d'absence ou d'empêchement, Madame **Marie-Flore LASSONNERY**, attachée territoriale, responsable adjointe du service pilotage administratif et financier, prospectives, bénéficiera des mêmes délégations.

Cellule aides aux communes

Article 5 : Délégation de signature est accordée à Madame **Amandine CESARI**, attachée territoriale, responsable de la cellule aides aux communes.

En cas d'absence ou d'empêchement, Madame **Michelle LE NAOUR**, rédactrice territoriale principale de 1ère classe, instructrice aides aux communes bénéficiera de la délégation pour les certificats administratifs.

Pôle laboratoire et risques sanitaires

Article 6 : Délégation de signature est accordée à Monsieur **Thierry PARZYS**, contractuel, exerçant les fonctions de responsable du pôle laboratoire et risques sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur **Pierre-Olivier OUARY**, ingénieur territorial

principal, responsable du service organisme d'inspection (OI83) et responsable du service analytique, bénéficiera des mêmes délégations.

Article 7 : Délégation de signature est accordée à Monsieur **Pierre-Olivier OUARY**, ingénieur territorial principal, responsable du service organisme d'inspection (OI83) et responsable du service analytique.

En cas d'absence ou d'empêchement, Monsieur **Philippe GAGNAIRE**, cadre de santé, inspecteur du service organisme d'inspection et responsable du service prélèvements, bénéficiera de la délégation pour les rapports de formation, audits, inspection dans les domaines agronomiques et agricoles du service organisme d'inspection (OI83).

Article 8 : Délégation de signature est accordée à Madame **Cécile BECK**, vétérinaire territorial de classe exceptionnelle, responsable du service recherche et santé animale et responsable de la cellule santé animale.

En cas d'absence ou d'empêchement, Madame **Eugénie BERGIER**, contractuelle, exerçant les fonctions de responsable de la cellule recherche et épidémiosurveillance, bénéficie des mêmes délégations.

Article 9 : Délégation de signature est accordée aux responsables de service du pôle laboratoire et risques sanitaires :

- Madame **Béatrice GAZEAU**, cadre de santé, responsable du service ingénierie formation expertise audits (IFEA),
- Monsieur **Philippe GAGNAIRE**, cadre de santé, responsable du service prélèvements et inspecteur du service organisme d'inspection (OI83),
- Madame **Justine BALDOVINI**, technicienne territoriale, responsable du service qualité métrologie,
- Monsieur **Thierry PARZYS**, contractuel, pour les fonctions de responsable du service administratif et financier,

Article 10 : Délégation de signature est accordée aux responsables des cellules du pôle laboratoire et risques sanitaires :

- Madame **Bérangère BONGRAND**, technicienne principale de 1ère classe, responsable de la cellule chimie du service analytique,
- Madame **Christine CARAMAN**, technicienne territoriale principale de 1ère classe, responsable de la cellule microbiologie environnementale du service analytique,
- Monsieur **Sébastien DUFLOS**, technicien territorial, responsable de la cellule microbiologie alimentaire du service analytique,
- Madame **Eugénie BERGIER**, contractuelle, exerçant les fonctions de responsable de la cellule recherche et épidémiosurveillance du service recherche et santé animale,
- Madame **Maureen HAMSY**, agente territoriale de maîtrise, responsable des cellules revue de contrat et accueil et assistance technique du service administratif et financier.

Pôle ingénierie aux territoires

Article 11 : Délégation de signature est accordée à Madame **Sandrine AIASSA**, ingénieure territoriale en chef, responsable du pôle ingénierie aux territoires.

Article 12 : Délégation de signature est accordée aux responsables de service du pôle ingénierie aux territoires :

- Madame **Christelle BILLET**, ingénieure territoriale principale, responsable du service ingénierie et gouvernance de l'eau,
- Monsieur **Joseph ANTONINI**, ingénieur territorial en chef, responsable du service aménagement du territoire.

Service de l'archéologie

Article 13 : Délégation de signature est accordée à Monsieur **Sébastien ZIEGLER**, attaché principal territorial de conservation du patrimoine, responsable du service de l'archéologie.

Article 14 : Délégation de signature est accordée à :

- Monsieur **Patrick DIGELMANN**, attaché territorial de conservation du patrimoine, exerçant les fonctions d'archéologue en charge d'opérations de terrains, pour les procès-verbaux de début et de fin de chantier dont il a la charge et les projets scientifiques et techniques d'intervention,
- Madame **Bérangère JOSSIER**, contractuelle, exerçant les fonctions d'archéologue en charge d'opérations de terrain et gestion de conservation préventive, pour les procès-verbaux de début et de fin de chantier dont elle a la charge,
- Monsieur **Lucas BANCHETTI**, contractuel, exerçant les fonctions d'archéologue en charge d'opérations de terrains, pour les procès-verbaux de début et de fin de chantier dont il a la charge,
- Monsieur **Jean-Antoine SEGURA**, contractuel, exerçant les fonctions de technicien de fouilles archéologue, pour les procès-verbaux de début et de fin de chantier dont il a la charge.

Service système d'information géographique

Article 15 : Délégation de signature est accordée à Monsieur **Yannick DANIEL**, ingénieur territorial principal, responsable du service système d'information géographique.

Article 16 : Délégation de signature est accordée à Monsieur **Philippe LUPERINI**, technicien territorial principal de 1ère classe, responsable de la cellule recueil et exploitation des données routières.

Article 17 : La directrice générale des services et le payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera mis en ligne sur le site internet du Département du Var.

Article 18 : L'arrêté sera également notifié de manière dématérialisée à chacun des délégataires.

Article 19 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Président du Conseil départemental du Var et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication pour les tiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécourts Citoyens" accessible par le site "www.telerecours.fr".

Fait à Toulon, le 28/10/2024

Signé : Jean-Louis MASSON
Le Président du Conseil départemental du Var

Réception au contrôle de légalité : 29 octobre 2024
Référence technique : 83-228300018-20241028-lmc3198489-AR-1-1

Acte certifié exécutoire
le : 04/11/2024
Pour le Président du Conseil départemental
La directrice générale des services

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 04/11/2024

RÉFÉRENTIEL ET TABLEAU -
ANNEXE DES MATIÈRES DÉLÉGUÉES

DIRECTION DE L'INGENIERIE TERRITORIALE
ANNEXE A L'ARRÊTE N°AR 2024-1461
DÉLÉGATIONS ATTRIBUÉES EN PROPRE (HORS SUB-DÉLÉGATIONS)

CODE	NATURE DE LA DÉLÉGATION	DIRECTEUR	DIRECTEUR ADJOINT	RESPONSABLES DE PÔLE	RESPONSABLES DE SERVICE	RESPONSABLES DE CELLULES	ARCHÉOLOGUES
A	ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
A1	La correspondance administrative, y compris électronique	X	X	TOUS	TOUS	TOUS	
A2	Les accusés de réception des demandes au sens des dispositions du code des relations entre le public et l'administration	X	X	TOUS	TOUS	P LUPERINI A CESARI	
A3	Les conventions (dans la mesure où l'engagement financier du département est inférieur à 23 000 €)	X	X	TOUS	Pour l'OI 83 : PO OUARY		
A4	Les certificats administratifs	X	X	TOUS	TOUS	TOUS	
A5	Les demandes de subventions	X	X	TOUS			
A6	Les documents relatifs aux formalités à accomplir auprès de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et de la déléguée à la protection des données personnelles	X	X	TOUS	TOUS		
A7	Les réponses aux recours gracieux et aux recours administratifs préalables	X	X	TOUS	Pour l'OI 83 : PO OUARY		
A8	Les dépôts de plaintes pénales au nom du département	X	X	TOUS			

CODE	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Directeur	Directeur Adjoint	Responsables de Pôle	Responsables de Service	Responsables de Cellules	Archivaires
	COMMANDE PUBLIQUE SUIVANT						
B	RÉPARTITION DES ACHATS – NOTE DU 16/07/2018 DÉFINITIONS : - par le terme «préparation», comprendre tous les actes, décisions et pièces antérieures à la passation du marché - par le terme «passation», comprendre la signature du marché - par le terme «exécution», comprendre tous les actes, décisions et pièces postérieurs à la passation (y compris modifications et résiliation sous réserve de l'avis de la commission d'appel d'offres lorsque cet avis est requis conformément aux dispositions de l'article L1414-4 du code général des collectivités territoriales)						
B1	Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics (hors urgence dûment justifiée et urgence impérieuse):						
B1-A	dont le montant est inférieur à 40 000 HT	X	X	TOUS	Pour l'OI 83 : PO QUARY		
B1-B	dont le montant est inférieur à 90 000 € HT	X	X	TOUS	Pour l'OI 83 : PO QUARY		
B1-C	dont le montant est inférieur au seuil européen prévu par l'article L2124-1 du code de la commande publique hors travaux	X	X	TOUS	Pour l'OI 83 : PO QUARY		
B1-D	dont le montant est inférieur à 500 000 € HT pour les travaux	X	X				
B1-E	dont le montant est supérieur ou égal 500 000 € HT pour les travaux et supérieur ou égal au seuil européen prévu par l'article L2124-1 du code de la commande publique pour les marchés						
B2	Les actes, décisions et pièces relatifs à la préparation et la passation des marchés passés en cas d'urgence dûment justifiée prévue aux articles R2161-3-3°, R2161-6-1°, R2161-8-3°, R2161-12 alinéa 2 et R2161-15-3° du code de la commande publique ou d'urgence impérieuse prévue à l'article R2122-1 du code de la commande publique	X	X	TOUS			
B3	Les actes, décisions et pièces relatifs à l'exécution des marchés publics :						
B3-A1	hors décisions modificatives, décisions modifiant le montant initial ou mises en demeure et résiliation le cas échéant, hors B3-B à B3-H	X	X	TOUS	Pour l'OI 83 : PO QUARY		
B3-A2	pour les décisions modificatives, décisions modifiant le montant initial ou mises en demeure et résiliation le cas échéant	X	X	TOUS	Pour l'OI 83 : PO QUARY		
B3-B	Les bons de commande	X	X	TOUS	Pour l'OI 83 : PO QUARY		
B3-C	Les ordres de service	X	X	TOUS	Pour l'OI 83 : PO QUARY		
B3-D	Les opérations préalables à la réception des travaux et les opérations de vérification des fournitures ou des services	X	X	TOUS			
B3-E	La réception des travaux, fournitures et services	X	X	TOUS	Pour l'OI 83 : PO QUARY		

CODE	NATURE DE LA DÉLÉGATION	DIRECTEUR	DIRECTEUR ADJOINT	RESPONSABLES DE PÔLE	RESPONSABLES DE SERVICE	RESPONSABLES DE CELLULES	ARCHÉOLOGUES
B3-F	Les déclarations de sous traitance	X	X	TOUS	Pour l'OI 83 : PO OUIARY		
B3-G	Les décisions de reconduction ou de non reconduction des marchés	X	X	TOUS	Pour l'OI 83 : PO OUIARY		
B3-H	Les décomptes généraux définitifs	X	X	TOUS	Pour l'OI 83 : PO OUIARY		
B4	Les actes, décisions et pièces relatifs à la conduite des procédures applicables aux concessions (publication des avis d'appel public à la concurrence, registre des dépôts des candidatures et des offres, rapports de présentation) et à leur conclusion, signature et exécution des contrats de concession						
C	GESTION DES RESSOURCES HUMAINES						
C1	Les décisions portant attribution de congés annuels ou exceptionnels	X	X	TOUS	TOUS	TOUS	
C2	Les ordres de missions temporaires	X	X	TOUS			
C3	Les demandes d'autorisation préalable et états d'heures supplémentaires	X	X	TOUS	TOUS	TOUS	
C4	Les états de frais de déplacement	X	X	TOUS	TOUS	TOUS	

CODE	NATURE DE LA DÉLÉGATION	DIRECTEUR	DIRECTEUR ADJOINT	RESPONSABLES DE PÔLE	RESPONSABLES DE SERVICE	RESPONSABLES DE CELLULES	ARCHÉOLOGUES
D	DOMAINE MÉTIERS						
D1	Les actes, décisions et pièces relatifs à la réponse à toutes formes de demandes de devis, de marchés, accords-cadres et études, quelle que soit la procédure de consultation et de mise en concurrence pour les prestations du service départemental d'archéologie	X	X		S ZIEGLER		
D2	Les projets scientifiques et techniques d'intervention	X			S ZIEGLER		P DIGELMANN
D3	Les procès-verbaux de début et de fin de chantier	X			S ZIEGLER		B JOSSIER P DIGELMANN L BANCHETTI J-A SEGURA
D3	Les actes, décisions, offres et pièces relatifs à la réponse à toutes formes de demandes de devis, de marchés, quelle que soit la procédure de consultation et de mise en concurrence pour les prestations du laboratoire départemental d'analyses et d'ingénierie du Var	X	X	T PARZYS			
D4	Les Plans de prévention	X		T PARZYS			
D5	Les résultats d'analyses du service recherche et santé animale	X			C BECK	E BERGIER	
D6	Les résultats d'analyses du service analytique	X		T PARZYS	PO OUARY		
D7	Les rapports de formations, audits, inspections du service Ingénierie Formations Expertises et Audits (IFEA)	X		T PARZYS	B GAZEAU		
D8	Les rapports de formations, audits, inspections dans les domaines agronomiques et agricoles de l'Organisme d'inspection (OI 83)	X		T PARZYS	PO OUARY		
D9	La correspondance administrative de l'Organisme d'inspection (OI 83)	X			PO OUARY		
D10	Les demandes de financement autres que subventions	X	X	TOUS			

